

Nous devons aussi comprendre que pour avoir accepté les restrictions sur la pêche dans le Pacifique Nord, le Japon a également dû se soumettre à des restrictions dans d'autres secteurs. L'établissement de lignes arbitraires était motivé par leur acceptation de restrictions dans le Pacifique Nord. Pour un peuple aussi nombreux, assailli par tant de problèmes, la question de la pêche est vitale. Son intérêt pour la conservation est aussi vif que le nôtre.

(Le crédit est adopté.)

Office des recherches sur les pêcheries du Canada—  
25. Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel, \$2,100,000.

**M. Howard:** J'ai seulement quelques mots à dire monsieur le président. Ceci est le dernier crédit de ce ministère et je trouve assez regrettable que pendant toute l'étude, si courte qu'elle ait été, des crédits du ministère des Pêcheries pour cette année fiscale, le ministre n'ait pas prononcé un seul mot, sauf lorsqu'il a corrigé ce matin une fausse nouvelle sur la chasse au phoque. Étant donné les points importants si bien relevés par mon honorable ami de Comox-Alberni et la question importante dont vient de parler le député d'Okanagan-Revelstoke relative à l'attitude de l'Union soviétique à l'égard du traité du Pacifique nord, il semble regrettable et honteux que le ministre des Pêcheries n'ait fait qu'une seule observation pendant l'étude de ces crédits; c'est bien mal traiter le Parlement et manquer d'intérêt et d'égards envers les pêcheurs du pays.

Depuis quelques années, nous constatons que le ministère des Pêcheries est traité comme une espèce d'orphelin du gouvernement. En une occasion, il n'y a pas très longtemps, le comité de la marine et des pêcheries a recommandé à la Chambre que les crédits du ministère des Pêcheries lui soient déferés pour étude. Étant donné l'intervention du gouvernement, on n'a jamais donné suite au rapport du comité. Vu l'attitude du cabinet envers le président du comité à cette époque-là, l'affaire a été écartée, ce qui a indiqué à ce moment-là qu'on ne croyait pas souhaitable d'étudier la question des pêcheries aussi complètement que nous le pouvions.

Pendant la session en cours, soit depuis deux ou trois semaines, nous avons constaté à deux ou trois reprises, à mon avis, que le gouvernement cherchait à faire adopter les crédits du ministère des Pêcheries sans aucun débat. Le gouvernement a tenté de le faire au

[M. Johnston.]

moment même où la délégation de l'Union des pêcheurs et des travailleurs assimilés unis d'Amérique retenait les députés dans les couloirs et leur exposait ses problèmes. Cela indique un manque d'intérêt absolu de la part du gouvernement qui semblait se moquer de la délégation.

Incidentement, nous avons vu cette proposition non seulement émaner du gouvernement, mais être appuyée par le parti conservateur. C'est une honte...

**M. Vincent:** Parlez pour vous.

● (5.40 p.m.)

**M. Howard:** J'explique à mon honorable ami quelle a été, à deux reprises, l'attitude du parti conservateur vis-à-vis ces prévisions budgétaires du ministère des Pêcheries, au cours des deux ou trois dernières semaines. Les conservateurs voulaient voir adopter les crédits des pêcheries sans discussions. A deux reprises, telle a été leur manière d'agir, ce qui est honteux pour ces deux anciens partis. Voilà comment ils se comportent à l'égard d'un ministère d'importance vitale et qui touche dans une grande mesure au bien-être des pêcheurs sur la côte de l'Atlantique comme sur celle du Pacifique et d'autres régions du Canada. J'espère par-dessus tout, lorsque la prochaine année financière commencera, et je le dis maintenant parce que nous avons presque terminé l'examen des prévisions budgétaires de l'année qui s'achève, que les prévisions budgétaires du ministère des Pêcheries seront incluses dans la première motion de subsides et déferées au comité des Pêcheries pour examen. Quand le comité étudiera ces questions, j'espère qu'il donnera aux intéressés, aux simples citoyens, l'occasion de comparaître devant lui et d'exprimer leurs opinions.

**M. Crouse:** Avant que le ministre réponde aux questions du député de Skeena, j'aimerais lui signaler que les députés du parti conservateur auraient pu soulever nombre de questions sur les prévisions budgétaires de l'an dernier et qu'ils se sont abstenus de le faire afin d'en accélérer l'adoption.

Je prie le ministre d'inscrire son ministère en tête de liste quand la Chambre sera saisie des prévisions budgétaires de l'an prochain afin qu'il soit examiné au début, car, comme il importait d'examiner rapidement les crédits de l'année dernière, les crédits